

**RAPPORT N° 2025/3-28
Au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 26 juin 2025**

OBJET

TRAVAUX DE SECURISATION DE LA RUE DU DOUBLE DIX POUR LE DEPLACEMENT DES MODES DOUX - COMMUNE DE SAINTE-MAIRE – APPROBATION DU PROGRAMME DES TRAVAUX ET AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SOLLICITER LES SUBVENTIONS DE L'EUROPE AU TITRE DE L'ACTION 2.8.1 « INFRASTRUCTURES CYCLISTES, DEVELOPPEMENT DES MODES DOUX » DU PROGRAMME EUROPEEN FEDER 2020/2027

I – PREAMBULE

Le développement et la sécurisation des mobilités actives constituent un axe majeur du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) de la CINOR. Cette ambition se traduit concrètement dans la révision de son Plan de Déplacement Urbain (PDU) et dans son schéma des mobilités qui identifie des itinéraires prioritaires pour favoriser notamment les déplacements à vélo et à pied.

Fidèle à ses engagements, la Communauté prend donc en compte cette problématique dans l'élaboration de son programme d'aménagement et de rénovation de voirie, chaque fois que cela est possible, en intégrant des voies piétonnes et des pistes cyclables, qu'elle conforte et améliore en concertation avec ses communes membres.

C'est donc dans cette logique qu'un marché de travaux a été lancé en mars 2025, par le biais d'une procédure adaptée (MAPA), en vue de la sécurisation de la rue du Double Dix, sur la commune de Sainte-Marie, pour les déplacements des modes doux.

Ce programme de continuité cyclable nécessite la réalisation de travaux de requalification de cet axe routier et le réagencement des carrefours permettant, outre l'intégration du parcours vélos, des aménagements de voirie destinés à assurer la continuité piétonne ainsi que le confort des usagers (mobiliers urbains, éclairage public, espaces verts).

Pour plus d'efficacité, le marché, d'un montant prévisionnel de **3 743 000 € HT**, a été alloué en quatre lots distincts :

Lot 1	Voirie et réseaux divers (VRD)	3 320 000,00 € HT
Lot 2	Eclairage public	282 000,00 € HT
Lot 3	Mobilier urbain	102 000,00 € HT
Lot 4	Espaces verts	39 000,00 € HT

Par ailleurs, afin d'évaluer l'adoption de la nouvelle piste cyclable, la CINOR a prévu d'intégrer des systèmes de comptage permettant d'identifier le flux de cyclistes pour un coût estimé à 14 000,00 € HT.

Le démarrage du chantier est prévu pour le 2^{ème} semestre 2025 pour une durée de travaux estimée à 14 mois (y compris une période de préparation de 2 mois).

Ce projet est en parfaite cohérence avec le plan régional vélo (PRV) qui propose des actions qui, d'une part, visent à encourager et favoriser le développement des modes doux sur le territoire dans un souci de décarbonation progressive des modes de déplacement individuels sur le territoire et, d'autre part, s'inscrivent dans la continuité des choix stratégiques définis dans le SAR et dans le Schéma Régional des Infrastructures de Transports (SRIT) qui fixe de grandes orientations en matière de développement et de mobilité durable.

Ces actions sont d'autant plus soutenues par l'Europe que cette dernière s'est de nouveau engagée dans l'accompagnement des mesures prises par les collectivités à travers la fiche action 2.8.1 « Infrastructures cyclistes, développement des modes doux » du Programme Opérationnel FEDER 2021-2027 qui permet notamment le financement des projets qui visent à améliorer l'offre en infrastructures pour le vélo et les piétons afin de favoriser l'augmentation de leur part modale.

Les travaux d'aménagement de la rue du Double Dix répondant à ces objectifs, ces derniers sont donc susceptibles d'être financés par l'Europe au titre de cette fiche action.

II – PLAN DE FINANCEMENT DES TRAVAUX

Conformément aux modalités liées aux demandes de subventions, il est proposé le plan de financement suivant étant précisé que celui-ci ne porte que sur les postes éligibles tels que détaillés par la fiche action 2.8.1 « Infrastructures cycliste, développement des modes doux » du programme européen FEDER 2020/2027, soit un montant de 1 062 972.40 € (y compris 14 000 € HT correspondant au coût des dispositifs de comptage) correspondant aux aménagements spécialement affectés aux modes doux et aux piétons (éclairage public, mobiliers, espaces verts, etc....) :

	Montant en € HT	Union Européenne	Etat	Cinor*
Dépenses éligibles en %	1 062 972,40 €	714 056,54 €	189 470,00 €	159 445,86 €
	100%	67,18	17,82	15,00

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver le programme des travaux de sécurisation de la rue du Double Dix sur la commune de Sainte-Marie pour le déplacement des modes doux ;
- Approuver le plan de financement de ces aménagements au titre du PO/FEDER 2021-2027, action 2.8.1 « Infrastructures cyclistes, développement des modes doux » sur la base d'un montant éligible de l'opération établi à 1 062 972.40 € HT ;
- Valider la participation financière de la CINOR à hauteur de 159 445.86 € HT pour la réalisation de ces travaux, soit **15 %** du montant éligible hors taxe de l'opération, portant ainsi sa contribution totale à 2 839 473.46 € HT ;
- M'autoriser à solliciter les subventions correspondantes auprès de l'Europe sur la base du plan de financement prévisionnel proposé.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



**DECISION N° 2025/3-28
du Bureau de la Communauté
en séance du 26 juin 2025**

OBJET

TRAVAUX DE SECURISATION DE LA RUE DU DOUBLE DIX POUR LE DEPLACEMENT DES MODES DOUX - COMMUNE DE SAINTE-MAIRE – APPROBATION DU PROGRAMME DES TRAVAUX ET AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SOLLICITER LES SUBVENTIONS DE L'EUROPE AU TITRE DE L'ACTION 2.8.1 « INFRASTRUCTURES CYCLISTES, DEVELOPPEMENT DES MODES DOUX » DU PROGRAMME EUROPEEN FEDER 2020/2027

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article» (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2025/3-28 du Président

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le programme des travaux de sécurisation de la rue du Double Dix sur la commune de Sainte-Marie pour le déplacement des modes doux ;

ARTICLE 2

D'approuver le plan de financement de ces aménagements au titre du PO/FEDER 2021-2027, action 2.8.1 « Infrastructures cyclistes, développement des modes doux » sur la base d'un montant éligible de l'opération établi à 1 062 972.40 € HT ;

ARTICLE 3

De valider la participation financière de la CINOR à hauteur de 159 445.86 € HT pour la réalisation de ces travaux, soit **15 %** du montant éligible hors taxe de l'opération, portant ainsi sa contribution totale à 2 839 473.46 € HT ;

ARTICLE 4

D'autoriser le Président à solliciter la subvention correspondante auprès de l'Europe sur la base du plan de financement prévisionnel proposé.

Nombre de votants : 13
Suffrages exprimés : 13
Vote pour : 13
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

08 JUL 2025

Le Président,
Maurice GIRONCEL

